

Reconstruction de la Caserne Joffre 21-17

LORIENT (56 100)
Boulevard du Maréchal Joffre

DCE - CCTP
mai 2025

Lot N°00
GENERALITE

Maîtrise d'ouvrage
SGAMI OUEST

Architecte / Économiste
JBA

BET Structure
BETOM

BET Fluides
BETOM

BET Désamiantage / Démolition
LMPR

Jba

Sommaire

GENERALITE	2
00.1 PRESENTATION GENERALE DU PROJET	2
00.4 REGLEMENTATION	4
00.5 PRESCRIPTIONS GENERALES T.C.E.....	5
00.6 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES T.C.E.....	8
00.6.1 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION	8
00.6.2 PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX FOURNITURES ET AUX MATERIAUX	9
00.6.3 PRESTATIONS CONCERNANT PLUSIEURS LOTS	10
00.7 ENVIRONNEMENT DURABLE / PERFORMANCES TECHNIQUES.....	15
00.8 PREPARATION ET ORGANISATION DE CHANTIER	16
00.8.8 Nettoyage.....	18
00.9 LIMITES DE PRESTATIONS	19

GENERALITE

00.1 PRESENTATION GENERALE DU PROJET

Le présent document composé des généralités TCE / CCTC et le CCTP TCE a pour objet de définir les travaux relatifs à la construction de 37 logements collectifs pour le maître d'ouvrage SGAMI OUEST :

CONSTRUCTION DE DEUX BÂTIMENTS NEUFS SOIT 19+5 LOGEMENTS ET DE 3 BÂTIMENTS REHABILITES SOIT 13 LOGEMENTS.

L'ensemble est composé :

Bâtiment 1 existant : 8 logements (RDC au R+3)

Bâtiment 2 existant : 5 logements (R+1 au R+3) et des bureaux (RDC au R+1)

Bâtiment 3 existant : RDC avec locaux technique et stationnement, des bureaux au R+1

Bâtiment 4 neuf : 5 logements (R+1 au R+3) et des locaux techniques au RDC

Bâtiment 5 neuf : 19 logements (R+1 au R+3+combles) et stationnement au RDC

Les travaux se dérouleront selon le planning phasé et bien déterminer (voir dossier OPC)

00.1.1 Classement géographique

Le projet est situé :

Département : 56 MORBIHAN

Ville : LORIENT

Région Vent : Zone 3 (site normal)

Région neige : A1

Zone climatique : h2a

Exigences parasismiques :

Zone de sismicité : Zone 2

Acoustique :

Les façades auront un isolement DnTA,tr de ? 37dB selon indication de l'étude acoustique jointe.

Classement des infrastructures de transport :

Le projet se situe en dehors de toute zone définie par le Plan d'Exposition au Bruit (PEB) d'un aéroport et en dehors du secteur affecté par le bruit de la voie ferrée.

00.1.2 Classement du bâtiment

Classement des bâtiments :

Suivant l'arrêté du 31 janvier 1986 relatif à la protection contre l'incendie des bâtiments d'habitation version consolidée au 1 octobre 2015.

Bâtiment 5 :

Bâtiment d'habitation 3ème famille A

Protection incendie:

- Éléments porteurs verticaux : CF 1h pour
- Plancher : CF 1h entre logement et 2h pour le local chaufferie
- Paroi séparative entre logement ou sur circulation : CF 1h
- Bloc porte palière : PF 1/4h
- Escalier CF 1h
- Bloc porte sur escalier : CF 1/2h
- Désenfumage : néant
- Gaine technique vertical : CF 1/2h

Parcs de stationnement d'habitation: Murs et planchers séparatifs avec l'habitation: CF 2h

Bâtiments 1, 2, 3 et 4 :

Bâtiments d'habitation de 2ème famille.

Protection incendie :

* Éléments porteurs verticaux: SF 1/2h

* Plancher / plafond: CF 1/2h

* Paroi séparative entre logements ou sur circulation: CF 1/2h

* Bloc porte palière: PF 1/4h

* Escalier (situé en façade: PF 1/2h, non situé en façade: CF 1h) (M0)

* Bloc porte sur escalier : PF 1/2h+FP

* Désenfumage : sans objet

* Gaine technique vertical: CF 1/2h

Parcs de stationnement d'habitation: Murs et planchers séparatifs avec l'habitation: CF 1h

Thermiques :

Label RT 2012 selon article dans le chapitre "ENVIRONNEMENT DURABLE / PERFORMANCES TECHNIQUES"

00.1.3 Nomenclature des lots

LOT N°00 - GENERALITE

LOT N°01 – DEMOLITION / DESAMIANPAGE / GROS ŒUVRE / FLOCAGE / CHARPENTE

LOT N°02 - BARDAGE ET COUVERTURE ARDOISES ET ALUMINIUM / PEINTURE EXTERIEURE / RAVALEMENT / ITE / ETANCHEITE

LOT N°03 - METALLERIE - SERRURERIE

LOT N°04 - MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM

LOT N°05 - MENUISERIES INTERIEURES BOIS / DOUBLAGES / CLOISONS / FAUX PLAFONDS

LOT N°06 - REVETEMENTS DE SOLS / FAÏENCE / PEINTURE INTERIEURE / NETTOYAGE DE MISE EN SERVICE

LOT N°07 - ASCENSEURS

LOT N°08 - ELECTRICITE

LOT N°09 – CHAUFFAGE / VENTILATION / PLOMBERIE

LOT N°10 – VRD / PLANTATIONS / AMENAGEMENTS

00.1.4 Présentation des intervenants

MAITRE D'OUVRAGE

SGAMI

28 rue de la Pilate - CS 40725

35207 RENNES

ARCHITECTE

JBA

1 rue bisson

44100 NANTES

Tél. 02 40 35 03 20

ECONOMISTE

JBA

1 rue bisson

44100 NANTES

Tél. 02 40 35 03 20

BET STRUCTURE

BETOM

3 rue Bayard

44100 NANTES

Tél. 02 40 73 65 79

BET FLUIDES

BETOM

3 rue Bayard

44100 NANTES

Tél. 02 40 73 65 79

BUREAU DE CONTROLE

SOCOTEC

4 Alice Coleno

56100 Lorient

Tél. 02 97 86 15 30

00.1.5 Phasage chantier

Le présent projet sera réalisé selon un phasage défini par l'OPC avec la MOA.

Chaque corps d'état devra le prendre en compte dans son approche économique et dans sa gestion du chantier.

En effet la gendarmerie devant rester en activité tous le long du chantier. Une organisation par phasage a été étudiée et vous est présentée dans les documents réalisés par l'OPC.

00.2 PREAMBULE

Le présent CCTP a pour objet de préciser et compléter les indications décrites dans chaque corps d'état du présent CCTP.

En particulier pour les prestations faisant intervenir des techniques communes à plusieurs corps d'état et celui des limites de prestations entre les lots.

L'ensemble des prestations nécessaire à la bonne réalisation de l'ouvrage doit être prévu par chaque corps d'état. Ce document n'a pas pour objet de reprendre la répartition usuelle des tâches telles que résultant du CCTP, des normes, DTU ou respect des règles de l'art.

En cas d'incertitude ou d'ambiguïté sur la prise en charge de la réalisation d'une prestation, l'entreprise doit le préciser explicitement dans son ordre et s'interdire de signer le marché sans confirmation écrite de la Maîtrise d'œuvre.

En particulier, le présent CCTP ne peut avoir pour effet de supprimer une prestation mise à la charge d'un lot par les pièces particulières à ce lot (CCTP, documents graphiques, etc.), et toute prestation mise à la charge d'un lot par le présent CCTP est due par le titulaire de celui-ci, même si elle n'est pas reprise ou décrite dans les documents particuliers à ce lot.

Si une prestation est prévue en doublon de ce fait, la maîtrise d'œuvre décidera librement de celui qui la réalise.

00.3 PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

Le présent document et les CCTP pour chaque lot renseignent aussi exactement que possible l'entrepreneur sur la nature et l'emplacement des travaux, il convient de signaler que les descriptions fournies n'ont pas un caractère limitatif et que l'entrepreneur doit exécuter tous les travaux nécessaires à la parfaite finition de son lot, dans les règles de l'art et l'esprit du CCTP.

Les entrepreneurs sont tenus de se rendre compte sur place de l'importance des travaux à réaliser et de leur complexité éventuelle.

L'entrepreneur doit prendre toute disposition, lors de la réalisation de ses travaux pour éviter toute dégradation et détérioration, des ouvrages conservés.

00.4 REGLEMENTATION

00.4.1 Normes et décrets

En tout état de cause, les ouvrages doivent répondre aux normes, décrets et arrêtés en vigueur à la date du présent appel d'offres, ainsi qu'aux contraintes se rapportant au secteur climatique.

Les entrepreneurs ne pourront prétendre à modifications de leurs prix sous prétexte que les pièces contractuelles constituant le présent dossier d'appel d'offres ne concorderaient pas de façon précise aux normes et décrets en vigueur, la proposition de l'entreprise étant censée tenir compte de toutes les sujétions afférentes à cette réglementation.

00.4.2 Énumération non exhaustive des différentes normes et décrets règles de calcul

- Les documents techniques unifiés DTU.
- Les cahiers et avis techniques du Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB).
- Les règles de l'Art.
- Les règles techniques de conception et calcul des ouvrages et constructions en béton armé.
- Les règles techniques pour la conception et le calcul des constructions métalliques.
- Les règles techniques pour la conception et le calcul des constructions bois.
- Les normes NF et européennes.
- Les normes AEV.
- Les règles de sécurité permanentes pour la protection des travailleurs (nationales - régionales - locales).
- Normes AFNOR (NF) d'une façon générale et plus particulièrement C 12-100 et C 15-100.
- Les règles thermiques (RT 2012)
- Les règles acoustiques
- Les règlements sanitaires nationaux, départementaux et locaux.

- Les décrets relatifs à l'isolation des bâtiments, économies d'énergie, à la régulation etc...
- Règles et recommandations professionnelles en général et en particulier (SNFA - SNUT - SNER).
- Code de la construction et de l'habitation.
- Code de l'urbanisme.
- Règlement des produits de construction (marquage CE)
- Guide du dimensionnement parasismique des éléments non structuraux du cadre bâti.
- Etc...

00.4.3 Ordre de préséance

Dans le cas éventuel de divergence ou de discordance implicite ou explicite entre les spécifications du CCTP et les clauses et prescriptions des DTU et des normes, il est précisé ce qui suit.

En ce qui concerne les DTU ou normes :

- Pour toutes les prescriptions ayant trait aux matériaux, aux techniques de construction, aux règles de mise en œuvre, à la coordination des travaux, aux règles de sécurité, etc ., ce sont les prescriptions des DTU et des normes qui prévaudront ;
 - Pour toutes les clauses à caractère administratif et financier et autres dispositions qui pourraient avoir une influence sur le caractère forfaitaire du marché, ce sont les clauses du CCTP qui prévaudront.
- Pour ce qui est des textes "Consistance des travaux" ou autres textes ayant le même objet, figurant dans les DTU, ce sont toujours les spécifications du CCTP qui prévaudront.

00.4.4 Matériaux et produits hors domaine d'application des DTU/CCTG

Pour les matériaux ou procédés non traditionnels ou innovants qui n'entrent pas dans le cadre des documents contractuels visés ci-dessus, les entrepreneurs devront se conformer strictement aux prescriptions et conditions des documents suivants :

- Avis technique.
- Agréments européens.
- Aux règles et prescriptions de mise en œuvre du fabricant.

Pour les matériaux et procédés n'entrant dans aucun des cas énumérés ci-dessus, la procédure d'appréciation technique d'expérimentation dite procédure ATEX pourra être imposée par le maître d'ouvrage.

Les frais de cette procédure seront à la charge de l'entrepreneur.

00.5 PRESCRIPTIONS GENERALES T.C.E.

00.5.1 Connaissance des lieux

Les entrepreneurs sont réputés, par le fait de leur acte d'engagement, avoir pris connaissance de la nature et de l'emplacement de l'opération, des conditions générales ou locales, des possibilités d'accès et de stockage de matériaux, des disponibilités en eau et en énergie électrique.

Aucun entrepreneur ne pourra arguer d'ignorances quelconques à ce sujet, pour prétendre à des suppléments d'ouvrages ou de prix.

De même chaque entrepreneur devra prendre en compte les locations du domaine public tant dans la durée que sur les surfaces.

Cette information devra être clairement indiquée sur la proposition financière.

00.5.2 Vérification des documents

Avant toute exécution, l'entrepreneur devra vérifier toutes les côtes des dessins qui lui sont et lui seront remis. Il signalera en temps utile aux architectes, les erreurs ou omissions qui auraient pu se produire ainsi que les changements qu'il croirait utile d'apporter. Il provoquera tous les renseignements complémentaires pour tout ce qui lui semblerait douteux et incomplet, non conforme aux règles de l'art et aux prescriptions légales.

En cas de contradiction entre les plans et le CCTP, l'Entrepreneur ne pourra opter pour une solution sans en avoir référé par écrit au Maître d'Œuvre qui sera seul à pouvoir décider de la solution à retenir.

Faute de se conformer à ces prescriptions, il deviendra responsable de toutes les erreurs relevées au cours de l'exécution ainsi que les conséquences qui en résulteraient. Aussi, aucun travail supplémentaire ni aucun travail refait provenant des erreurs ou omissions ne feront l'objet d'un supplément au prix forfaitaire.

Aucune cote ne devra être prise à l'échelle sur les dessins et les cotes et indications diverses portées sur les différents documents devront être vérifiées sur place. Dans le cas de non-concordance, l'Entrepreneur devra en référer au Maître d'Œuvre.

Les descriptions ci-après n'ont pas un caractère limitatif.

Les travaux étant réglés au forfait, l'entrepreneur s'engage par son marché à exécuter tous les travaux, fourniture principales et accessoires, même non détaillés ci-après, pouvant être considérés comme indispensables à la réalisation des ouvrages suivant leur destination.

Dans le cas de manque de concordance entre plans et descriptif, c'est la pièce la plus complète qui primera sur l'autre.

À défaut, les plans primeront (avec priorité sur le plan à plus grande échelle).

00.5.3 Erreurs - omissions dans documents d'appels d'offres

Le maître d'œuvre est responsable des documents fournis et nécessaires à la réalisation des ouvrages. Toutefois, l'entrepreneur a l'obligation de vérifier avant toute remise de prix et exécution des travaux que les documents ne contiennent pas d'erreurs, d'omissions, de contradictions qui sont normalement décelables par un homme de l'art.

S'il relève des erreurs, omissions ou contradictions, il doit les signaler immédiatement au maître d'œuvre, par écrit recommandé, faute d'avoir rempli ces conditions, l'entrepreneur se verra tenu comme responsable et ne pourra arguer d'aucun supplément pendant et après l'exécution des travaux.

00.5.4 Étude d'exécution (EXE)

Les études d'exécution sont à la charge des entreprises :

L'établissement de tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier, en cohérence avec les plans de synthèse correspondants, et définissant les travaux dans tous leurs détails, sans nécessiter d'études complémentaires autres que celles concernant les plans d'atelier et de chantier, relatifs aux méthodes de réalisation, aux ouvrages provisoires et aux moyens de chantier.

L'entrepreneur devra fournir tous les plans d'atelier chantier.

Aucun bureau d'étude structure n'étant prévu. L'ensemble des études structures sera réalisé par le lot Gros Œuvre pour les ouvrages le concernant.

00.5.5 Prestations dues par les entreprises

Dans le cadre de l'exécution de leur marché, les entrepreneurs devront implicitement :

- La fourniture, le transport, la manutention et mise en œuvre de tous matériaux et matériels nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de leur corps d'état (y compris emballage, échafaudage, chauffage de chantier, etc....).
- Tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, calfeutrements, etc.... dans les conditions précisées dans les présents documents.
- La fixation par tous les moyens de leurs ouvrages.
- La préparation des supports.
- La main d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, ajustage etc... de leurs ouvrages en fin de travaux et après les réceptions.
- Les incidences consécutives aux travaux en heures supplémentaires, heures de nuits etc.... nécessaires pour respecter les délais d'exécution.
- La quote-part de l'entreprise dans les frais généraux de chantier et comptes prorata.
- et tous les frais et prestations, même non rémunérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux.

Les prestations accessoires à ces ouvrages telles que :

- Les protections de leur ouvrage propre,
- Les protections des ouvrages réalisés par les autres corps d'état, lors de leur intervention.
- Le nettoyage en cours et en fin de travaux, l'enlèvement de tous détritux aux Décharges publiques.
- Toutes sujétions telles que : ouvrages à la lumière artificielle, chauffage de chantier, etc....

00.5.6 Plans et dessins de détail de mise en œuvre

Les entrepreneurs devront établir tous les plans de fabrication et d'exécution et les dessins de détails leur incombant dans le cadre de l'exécution de leur marché, et que le Maître d'Œuvre jugera utile à la bonne exécution des ouvrages.

Ces plans et dessins seront toujours établis à une échelle en rapport avec les dimensions des ouvrages afin de faire apparaître clairement tous les détails de l'exécution. Ils seront cotés et indiqueront toutes les dimensions, sections, diamètres etc... utiles.

Les travaux ne pourront être commencés avant approbation de ces plans et dessins.

Cette approbation toutefois ne diminuera en rien la responsabilité de l'entrepreneur qui reste pleine et entière.

Les entrepreneurs devront se conformer aux rectifications que le Maître d'Œuvre pourra juger utile d'apporter à ces dessins et calculs et en tenir compte dans l'exécution qui devra respecter scrupuleusement les dessins approuvés.

Ils devront également remettre, en fin de travaux, les plans de récolement tenant compte de toutes les modifications demandées en cours de travaux.

00.5.7 Bureau de contrôle

Les entreprises devront transmettre l'ensemble de leurs plans d'exécution, détails constructifs, notes de calculs et documents techniques, au Bureau de Contrôle pour avis.

Les remarques de celui-ci imposant des travaux complémentaires, n'ayant pour but que de rendre les ouvrages conformes aux règles en vigueur, ne pourront faire l'objet d'aucun supplément de prix après signature du marché.

00.5.8 Démarches - Autorisations - etc....

Il appartiendra aux différents entrepreneurs d'effectuer en temps utile, toutes démarches auprès des services publics et services locaux, pour obtenir toutes autorisations, instructions, accords etc... nécessaires à la réalisation de leurs travaux.

Copies de toutes correspondances relatives à ces démarches seront à transmettre au Maître de l'Ouvrage et au Maître d'Œuvre.

00.5.9 Rigueur du prix forfaitaire

Le C.C.T.P. et la série de plan de l'existant donnent les caractéristiques des travaux à prévoir pour une parfaite exécution et complète finition.

En cas d'incertitude ou s'il apparaissait sur les documents susmentionnés des omissions ou des erreurs, les entrepreneurs devront compléter leurs renseignements auprès du Maître d'Œuvre ou parfaire et suppléer à un manque d'indications et aux omissions. Les compléments éventuels seront mis en variante/option et non inclus dans le total des prescriptions de base du présent CCTP.

En conséquence, le prix souscrit dans l'acte d'engagement correspond à des bâtiments livrés au complet et en parfait état de finition.

Il est formellement stipulé que le prix forfaitaire comprendra tous les ouvrages utiles à l'exécution convenable et complète des travaux, de façon que leur achèvement dans les conditions déterminées par les plans et les C.C.T.P. ne donnent lieu à aucun supplément dans le cas où ceux-ci n'auraient pas été déclaré dans les propositions de l'Appel d'Offres.

00.5.10 Remise des offres

Les Entreprises devront OBLIGATOIREMENT présenter leur offre sur le cadre de bordereau joint au dossier d'appel d'offres.

L'offre sera accompagnée de toutes documentations techniques demandées au CCTP ou justifiant les équivalences proposées par l'Entreprise. (Les produits de revêtements, tel que les sols, parements de portes, placards, dalles sur plots, quincailleries, cylindres, et de façon générale l'ensemble des produits visibles par les futurs acquéreurs ne pourront être modifiés par l'entreprise).

Les variantes et options demandées au CCTP seront toujours chiffrées séparément de la proposition de base, hors acte d'engagement.

Il appartient aux Entrepreneurs consultés de les vérifier, compléter ou modifier pour établir la décomposition de leur prix forfaitaire selon leur propre appréciation et sous leur seule responsabilité.

Les éventuelles corrections apportées par l'entrepreneur (omissions, etc ...) seront notées en annexe de ce bordereau, l'entrepreneur s'engageant par conséquent sur les quantités ainsi rectifiées et sur le montant de son offre ainsi établie.

Avant remise de leurs offres, les entreprises devront vérifier et compléter les DPGF. Elles ne pourront se prévaloir par la suite, d'omissions ou d'erreurs de quantités.

Le montant forfaitaire porté à l'acte d'engagement résultera du cumul de l'offre de base correspondant au bordereau quantitatif joint au dossier, augmenté ou diminué de l'éventuel additif en annexe établi par l'entrepreneur.

00.6 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES T.C.E.

00.6.1 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION

00.6.1.1 Malfaçons

Chaque entrepreneur est tenu de signaler en temps opportun toutes les malfaçons dans les travaux des autres corps d'état qui seraient de nature à lui créer des difficultés dans l'exécution de ses propres ouvrages et de l'obliger à un supplément de fourniture ou de travaux.

Faute par lui de se conformer à cette obligation, le Maître d'Œuvre pourra le déclarer responsable ou lui faire partager la responsabilité de cette malfaçon avec l'entrepreneur ayant exécuté le travail défectueux et lui faire supporter tout ou partie des frais nécessités par la reprise des travaux non conformes.

00.6.1.2 Responsabilités pour vol - dégradations

Chaque entrepreneur sera entièrement responsable de ses approvisionnements et de ses ouvrages jusqu'à la réception des travaux, qu'il s'agisse de détournements, dégradations ou détériorations.

00.6.1.3 Qualités des prestations

L'attention des entreprises est attirée sur le fait, qu'un soin tout particulier sera apporté aux conditions de réalisation des ouvrages notamment en ce qui concerne leur aspect final, habillage et calfeutrement inclus.

Tous les travaux de finition de quelques corps d'état qu'ils relèvent, ne seront reçus que dans la mesure où les prescriptions d'aspect final contenues dans les différentes pièces contractuelles seront strictement observées.

Il appartient à l'entrepreneur de chacun des ouvrages, avant d'engager ses travaux de reconnaître les supports qui lui seront livrés par l'entrepreneur précédent, et de faire éventuellement les réserves nécessaires dans les formes prévues aux D.T.U.

À partir du moment où les travaux de finition sont engagés, aucune réclamation ne peut être admise.

La responsabilité de la mise en conformité des ouvrages incombera au dernier entrepreneur.

00.6.1.4 Autocontrôle des entreprises

Chaque entrepreneur doit réaliser son propre autocontrôle des ouvrages qu'il aura réalisés selon l'article 1792-1 du code civil.

L'entrepreneur tiendra donc à disposition du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre et du bureau de contrôle :

- La liste des vérifications envisagées par l'entreprise pour s'assurer de la bonne exécution des ouvrages.
- La formalisation de ces vérifications, permettant de s'assurer qu'elles sont effectuées de manière satisfaisante.

00.6.1.5 Contrôle interne des entreprises

Le contrôle interne auquel sont assujetties les entreprises doit être réalisés aux différents niveaux :

- Au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition, l'entrepreneur s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché.
- Au niveau du stockage, l'entrepreneur s'assurera que celles de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques ou aux déformations mécaniques sont convenablement protégées.
- Au niveau de l'interface entre corps d'état, l'entrepreneur devra vérifier, tant au niveau de la conception que de l'exécution, que les ouvrages à réaliser ou exécuter par d'autres corps de métier permettent une bonne réalisation de ses propres prestations.
- Au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre, le responsable des contrôles internes de l'entreprise vérifiera que la réalisation est faite conformément aux D.T.U. ou aux règles de l'art.

- Au niveau des essais, l'entrepreneur réalisera à ses frais, les vérifications et essais imposés par le D.T.U., les règles professionnelles, le Document technique COPREC N°1 et N°2 (Comité des Organismes de Prévention et de contrôle Techniques) paru dans le Moniteur du 6 Novembre 1998 (supplément spécial N 4954) et les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites. L'ensemble de ces documents sera transmis au Contrôleur Technique.

00.6.1.6 Code du Travail

Pour respecter l'article R 238-16-6 du code du travail, les ouvriers de chaque entreprise, y compris des entreprises sous-traitantes dûment agréées par le Maître d'ouvrage, doivent porter sur leur tenue, bien en évidence, le nom de leur entreprise (logo sur le casque ou sur la tenue de travail ou à défaut badge lisible), dans le cas contraire, ils sont interdits d'accès sur le chantier. Les fournisseurs doivent eux, être en permanence accompagnés d'un ouvrier de l'entreprise concernée.

00.6.1.7 Maintien en état des voies et réseaux

L'entrepreneur sera responsable jusqu'à expiration du délai de garantie, du maintien en bon état des voies, réseaux, clôtures et installations de toutes natures, publiques et privées, affectés par les travaux de chantier. Il devra de ce fait procéder à tous les travaux de réparation ou de nettoyage nécessaires. Il devra de même permettre le passage de la circulation générale ou locale, l'exécution des services publics (ramassage des ordures, nettoyage des rues, etc....) ainsi que l'écoulement des eaux superficielles ou profondes.

00.6.2 PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX FOURNITURES ET AUX MATERIAUX

00.6.2.1 Référence des Matériaux

La référence à des marques pour les matériaux et appareils dans le CCTP a pour objet, de préciser le choix du maître d'ouvrage sur la qualité, les caractéristiques et l'aspect des matériaux et appareils, sans pour autant éliminer d'autres fabrications qui leur seraient équivalents ou similaires.

L'entrepreneur devra, au moment de la soumission, indiquer par un tableau joint, toutes les références équivalentes à des matériaux prescrits dans le présent CCTP, sauf pour les produits de revêtements, tel que les sols, parements de portes, placards, dalles sur plots, quincailleries, cylindres, et de façon générale l'ensemble des produits visibles par les futurs acquéreurs ne pourront être modifiés par l'entreprise.

L'entrepreneur est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons de matériaux qui lui seraient demandés en vue des essais imposés par le devis descriptif ou prévus par le Cahier des Clauses Techniques. (DTU) Pour tous matériaux fabriqués soumis à un avis technique du CSTB, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux titulaires de cet avis et il devra toujours être en mesure, à la demande du maître d'œuvre d'apporter la preuve de cet avis technique. Il sera également tenu de produire à la demande du maître d'œuvre les procès-verbaux d'essais ou d'analyses de matériaux établis par les organismes qualifiés. À défaut le maître d'œuvre pourra prescrire des essais ou analyses sur prélèvements, qui seront entièrement à la charge de l'entrepreneur.

L'ensemble des matériaux et produits mis en œuvre devra être contrôlé périodiquement et certifié conformes aux normes par un organisme certificateur accrédité établi dans l'espace Économique Européen.

L'ensemble des produits et matériaux de construction, revêtements de mur et de sol, peintures et vernis, devront être étiquetés A au sens de l'arrêté du 19 avril 2011.

La durabilité naturelle ou conférée du bois (normes NF EN 350-2 et NF EN 351-1) sera adaptée à la classe d'emploi (déterminée dans la norme NF EN 335).

En cas de traitement des produits bois, ce dernier devra être réalisé conformément aux directives 98/8/CE et les bois traités seront labellisés CTB-B+.

ou le bois est traité en usine avec produit labellisé CTB-P+ ou équivalent.

NOTA : Les matériaux utilisés devront respecter les normes en vigueur pour l'air salin

00.6.2.2 Prescriptions concernant les matériaux en général

Tous les matériaux tels qu'ils soient, ne devront en aucun cas présenter des défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.

Dans le cadre des prescriptions du présent C.C.T.P., le Maître d'Œuvre aura toujours le droit absolu de désigner la nature et la provenance des matériaux qu'il désire employer et d'accepter ou de refuser ceux qui lui sont proposés

NOTA : Les matériaux utilisés devront respecter les normes en vigueur pour l'air salin

00.6.2.3 Échantillons et Prototypes

Avant tout commencement des travaux, l'entrepreneur devra présenter au Maître d'Œuvre pour acceptation, un échantillon des différents matériaux qu'il envisage de mettre en œuvre. Aucun matériau ne pourra être posé sans agrément du maître d'ouvrage et/ou du maître d'œuvre.

ECHANTILLONS

Dès le démarrage de la période de préparation, l'entrepreneur est tenu de fournir une liste prévisionnelle d'échantillons, prenant en compte les demandes particulières éventuelles du CCTP, pour visa du Maître d'œuvre.

L'entrepreneur est tenu de fournir, dans le délai fixé par le marché ou par l'OPC, tous les échantillons d'appareillages qui lui sont demandés par le maître d'œuvre.

Les différents matériaux, matériels ou coloris, soumis au choix du Maître d'Œuvre et du Maître d'Ouvrage, seront présentés sous forme d'échantillons pour avis, avant toute commande ou mise en œuvre.

Les coloris seront toujours présentés dans la gamme complète du fabricant. Plusieurs coloris pourront être retenus pour le même produit, sans suppléments de prix.

Les "équivalents" admis au CCTP seront toujours présentés avec leur fiche technique détaillée, certifiant leur équivalence aux produits décrits.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit de demander aux entrepreneurs la réalisation de prototypes ou d'éléments témoins concernant tout ou partie d'un ouvrage, pour juger de sa qualité ou de son aspect.

Aucune commande de matériels ne peut être passée, sinon aux risques et périls de l'entrepreneur, tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'a pas été matérialisée par la signature dessus visée

PROTOTYPES

Les prototypes à fournir sont définis dans les pièces particulières à chaque lot.

Dans tous les cas, la prestation relative à chaque prototype comprend :

- Les fournitures et mains d'œuvres relatives à l'exécution du prototype proprement dit, mais aussi aux travaux accessoires nécessaires pour sa conservation ou sa mise en place, à la charge du lot en charge du type de la prestation correspondante (exemple : étanchéité provisoire, structure, métallique).
- Les prestations de reprise et de modification résultant de la mise au point du prototype jusqu'à validation de la Maîtrise d'œuvre.
- Les frais relatifs à son démontage et l'évacuation correspondante des matériaux.
- Les sujétions de chantier éventuelles résultant de son existence et sa conservation.

00.6.2.4 Avis techniques - Essais - Analyses

Pour tous matériaux fabriqués soumis à un avis technique du C.S.T.B., l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux titulaires de cet avis et il devra toujours être en mesure, à la demande du Maître d'Œuvre, d'apporter la preuve de cet avis technique.

L'entrepreneur sera également tenu de produire à toutes demandes du Maître d'Œuvre les procès-verbaux d'essais ou d'analyses de matériaux établis par les organismes qualifiés. À défaut de production de ces procès-verbaux, le Maître d'Œuvre pourra prescrire des essais ou analyses sur prélèvements, qui seront entièrement à la charge de l'entrepreneur.

Les avis techniques doivent avoir fait l'objet d'un avis favorable des assureurs.

00.6.3 PRESTATIONS CONCERNANT PLUSIEURS LOTS

Les dispositions qui suivent fixent une règle de répartition des prestations qui s'imbriquent dans les interventions simultanées ou alternées de chaque corps d'état.

Cette règle tend à attribuer à chaque entreprise l'exécution des prestations dépendant de sa spécialité, étant toutefois rappelé que le titulaire d'un lot de travaux doit la totalité des prestations nécessaires à l'exécution de ses travaux (même s'il doit lui-même faire appel à un spécialiste pour certaines tâches n'entrant pas dans sa qualification)

Si des ouvrages nécessaires à l'exécution des prestations d'un corps d'état sont à réaliser par un autre corps d'état, ce dernier doit préalablement s'enquérir auprès de l'intéressé des caractéristiques dimensionnelles et qualitatives des dits ouvrages.

Le bénéficiaire des ouvrages doit contrôler, lors de l'exécution, le respect de ses recommandations et réceptionner pour son propre compte les ouvrages ainsi réalisés.

Les précisions fournies par le présent chapitre et les suivants ne dispensent pas toutefois, d'une manière générale, chaque intervenant de :

- Reconnaître par avance les locaux, supports et enveloppes dans ou sur lesquels il doit réaliser ses propres ouvrages
- Vérifier les tracés, niveaux, implantations existant pour s'assurer de leur conformité avec les indications de son marché
- Prendre toutes les dispositions et mesures nécessaires au bon fonctionnement de ses installations, à la prévention des nuisances diverses par l'isolation phonique convenable (capotages, suspensions antivibratile, pièges à sons), au traitement des surfaces à températures élevées, etc.
- Procéder, à l'égard des prestations incluses dans son marché, à l'autocontrôle indispensable à la bonne réalisation de ses travaux et à leur parfaite adaptation à la destination des ouvrages réalisés
- Protéger ses ouvrages, assurer les finitions nécessaires à la réception (notamment la peinture définitive des équipements qu'il a fournis) et le nettoyage des locaux après ses interventions.

00.6.3.1 Liaison entre les corps d'état

La liaison entre les différentes entreprises concourant à la réalisation du projet devra être parfaite et constante avant et pendant l'exécution des travaux.

Dans le cadre de cette liaison entre les entreprises :

- Chaque entrepreneur réclamera au maître d'œuvre, en temps voulu, toutes les précisions utiles qu'il jugera nécessaires à la bonne exécution de ses prestations.
- Chaque entrepreneur se mettra en rapport, en temps voulu, avec le ou les corps d'état dont les travaux sont liés aux siens, afin d'obtenir tous les renseignements qui lui sont nécessaires.
- Chaque entrepreneur devra travailler en bonne intelligence avec les autres entreprises intervenant sur le chantier, dans le cadre de la coordination d'ensemble.
- Tous les entrepreneurs seront tenus de prendre toutes dispositions utiles pour assurer l'exécution de leurs travaux en parfaite liaison avec ceux des autres corps d'état.

À aucun moment durant le chantier, un entrepreneur ne pourra se prévaloir d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations lui incombant, ou ne pas fournir des renseignements, ou des plans, ou des dessins nécessaires aux autres corps d'état pour la poursuite de leurs travaux.

00.6.3.2 Traçage

L'entrepreneur de gros œuvre doit, au titre de l'incorporation dans ses propres ouvrages des matériels ou matériaux fournis par d'autres corps d'état, tous les traçages nécessaires.

Tous ces traçages sont effectués par référence aux gabarits que sont tenus de fournir les corps d'état intéressés.

Toutefois, tous les entrepreneurs concernés à un titre ou à un autre par ces traçages doivent s'assurer que ceux-ci conviennent bien à l'implantation des ouvrages qu'ils doivent réaliser dans le cadre de leur lot de travaux.

En outre, chaque corps d'état doit l'ensemble des autres tracés qui lui sont nécessaires pour la mise en œuvre de ses matériels, matériaux et ouvrages divers, dérogation étant faite s'il y a lieu à certaines spécifications éventuelles différentes du CCS-DTU ou des normes.

00.6.3.3 Trait de niveau

À chaque niveau et dans tous les locaux, le trait de niveau doit être battu sur les murs, les cloisons lourdes et les enduits à un mètre au-dessus du niveau fini fixé pour chaque plancher par l'entrepreneur de gros œuvre, et uniquement par celui-ci, ceci afin d'éviter les erreurs qui peuvent résulter du tracé par un autre entrepreneur, erreurs dont l'auteur reste responsable.

Si le trait de niveau vient à être effacé, l'entrepreneur de gros œuvre doit le tracer à nouveau et à ses frais et ce, autant de fois que cela s'avère nécessaire.

Le trait de niveau est implanté par le géomètre agréé, qui vérifie à cette occasion le niveau des planchers bruts. Cette vérification fait l'objet de fiches d'autocontrôle diffusées à la maîtrise d'œuvre.

En cas de structures précontraintes et post contraintes, l'Entrepreneur de gros œuvre doit mettre en place et maintenir visibles les éléments de repérage suffisants pour permettre de manière simple aux corps d'état de se fixer sans risque dans ses ouvrages.

00.6.3.4 Incorporations

L'entrepreneur de gros œuvre doit mettre en place, régler et caler les éléments suivants fournis par les autres corps d'état et incorporés au coulage du béton : fourreaux, dormants, cadres, huisseries, cornières, taquets, douilles, rails, inserts, etc. L'entrepreneur de Gros œuvre ne devra pas exécuter ses ouvrages avant d'avoir obtenu les tolérances admissibles du lot concerné. Dans le cas particulier de crosses, platines ou autres dispositifs d'ancrage d'éléments d'ossatures primaires de charpente métallique à faible tolérance d'implantation sur laquelle le gros œuvre ne peut s'engager lors d'un coulage direct, ceux-ci seront implantés, mis en place, calés et réglés dans une réservation spécifique par le lot responsable de l'ouvrage et scellés par mortier adéquat par le lot gros œuvre.

Il est responsable du positionnement et du bon état de ces éléments jusqu'à leur utilisation par l'entreprise fournisseur qui vérifiera contradictoirement le respect des tolérances d'implantation, et si possible avant mise en fabrication de ses ouvrages.

Les canalisations de fluides, d'électricité, de courants faibles ainsi que les grilles chauffantes éventuelles sont mises en place par les entreprises concernées. L'entreprise de gros œuvre a la sujétion de prévoir l'intervention de ces entreprises simultanément à ses propres travaux.

L'entreprise de gros œuvre doit les prestations ci-dessus lorsque les incorporations sont faites dans les éléments préfabriqués.

00.6.3.5 Réservations

Les ouvrages suivants (trous, trémies, passages horizontaux et verticaux, défoncés, feuillures, caniveaux, etc.) demandés par les autres entreprises doivent être implantés et réservés, y compris renforcements ponctuels nécessaires :

- Par le gros œuvre dans le béton, ou le parpaing plein, et dans le parpaing creux pour les réservations > ou = 20 x 20 cm,
- Par l'entreprise utilisatrice, dans le béton, dans les parpaings pleins, dans les parpaings creux pour les réservations < 20 x 20 cm,
- Les réservations demandées par les lots techniques et qui ne seront pas utilisées à 80 % de leur surface utile seront à reboucher par l'entreprise utilisatrice.

Chaque entrepreneur doit repérer et vérifier les réservations faites par l'entreprise de gros-œuvre ou les entreprises spécialistes en contrôlant l'emplacement et les dimensions des dites réservations. Un trait de peinture de couleur différente pour chaque corps d'état doit matérialiser cette vérification.

00.6.3.6 Percements et Travaux de reprise

Les percements de dimensions supérieures ou égales à 10 cm x 10 cm doivent être réalisés :

- Dans le béton, par l'entreprise de gros œuvre,
- Dans les maçonneries épaisses (supérieur à 13 cm) ou en parpaing plein, par l'entreprise de gros œuvre,
- Dans les maçonneries minces (épaisseur égale ou inférieure à 13 cm) ou en parpaings creux, par l'entreprise utilisatrice.

Si l'entreprise utilisatrice n'a pas fait de demande de réservation avant l'exécution des ouvrages, les percements seront à sa charge.

Les percements de dimensions strictement inférieures à 10 cm x 10 cm sont à réaliser par les entreprises utilisatrices.

Les saignées dans les cloisons sont réalisées par l'entreprise utilisatrice conformément au DTU concernant le matériau constitutif de la cloison.

Le maître d'Œuvre peut être amené à refuser tout percement jugé dangereux pour l'ouvrage (exemple : dalles ou poutres précontraintes) ou même inesthétique. Il appartient à l'entreprise demanderesse de proposer et mettre en œuvre, à ses frais, une solution acceptable par le maître d'œuvre.

Les plans concernant les passages à réserver ou à percer devront comporter toutes indications utiles : élévations, coupes, détails, implantation, ainsi que l'identification du demandeur.

Les entrepreneurs qui n'auront pas communiqué en temps utile les indications nécessaires aux réservations ou qui auront communiqué des renseignements erronés, ou qui n'auront pas réalisé leur ouvrage en temps voulu pour les finitions normales, supporteront les frais correspondants aux prestations supplémentaires des autres corps d'état intéressés. En particulier tout oubli de réservation ou erreur de positionnement nécessitera la réalisation de percements. Ces percements seront imputés au corps d'état responsable de l'oubli, ou de l'erreur.

00.6.3.7 Calfeutrements et Raccords

L'entrepreneur ayant réalisé la paroi (sol, mur, cloison, etc...) réalisera le calfeutrement des ouvrages de toutes natures disposés dans les parois ou traversant ces dernières.

Les réservations en gros-œuvre seront calfeutrées par l'entreprise utilisatrice de la réservation.

Le rebouchage doit assurer la reconstitution du degré coupe-feu et des isolations thermiques et phoniques, des étanchéités à l'eau et à l'air.

Ces travaux et les sujétions qui s'y rapportent seront réalisés au titre de son prix global et forfaitaire. Ils seront exécutés suivant le planning d'exécution des corps d'état secondaires.

Ils concernent notamment le calfeutrement, les raccords de finitions, et la reconstitution éventuelle des tableaux :

- Des éléments de menuiserie bois et métal et de serrurerie (cadre, portes, grilles, huisseries, bâtis,...)
- Des fourreaux
- Des gaines de ventilation/climatisation et des ouvrages coupe-feu (clapets, trappes, volets...)
- Des réseaux divers
- Des réseaux électriques
- Des saignées.

Dans le cas où les réseaux traverseraient les parois par l'intermédiaire de fourreaux ou de dispositifs similaires (chemins de câbles capotés par exemple), les dispositions suivantes sont prévues :

- Intégration des fourreaux lors de la réalisation des calfeutrements entre les fourreaux et les réseaux par le corps d'état de la paroi.

- Fourniture des fourreaux et réalisation des calfeutrements entre les fourreaux et les réseaux par le corps d'état demandeur de la réservation, dans le respect des contraintes phoniques et de degré coupe-feu de la paroi. Toutefois, en cas d'étanchéité à l'eau ou au gaz (cuvelage, ...), le calfeutrement est entièrement réalisé par le corps d'état responsable de la paroi étanche.

L'entreprise qui procède aux bouchage, calfeutrements, raccords d'enduits, doit protéger les appareils situés à proximité. Les dommages subis par les appareils du fait de projection de mortier ou autre cause sont imputés à l'entreprise responsable de ces dégradations.

Si ces travaux résultent d'une erreur (réservation non utilisée par exemple), d'un oubli ou du retard d'approvisionnement d'un matériel incorporable, ils sont réalisés aux frais de l'entreprise qui en est responsable.

Dans le cas où il est demandé au lot VRD d'amener les fourreaux jusque dans le local considéré, ceux-ci seront mis en œuvre avant la réalisation des dallages et longrines. Leur maintien en place et enrobement seront au lot GO.

OUVRAGES D'ASPECT FINIS

Les percements, réservations et/ou coupes d'arasement dans les prestations d'aspect fini (tels que revêtements de sol, revêtements muraux, habillages métalliques, plafonds suspendus, cloisons métalliques laquées, etc.) sont effectués par et aux frais de l'entrepreneur chargé de la réalisation des prestations d'aspect fini, lequel les réalise selon les indications qui lui sont fournies par les entrepreneurs dont les prestations nécessitent ces percements, réservations ou arasements, et ce après accord du Maître d'œuvre.

Ces indications sont fournies dans le délai fixé, faute de quoi les percements et/ou coupes d'arasements à réaliser sur ces ouvrages sont effectués par l'entrepreneur chargé de la réalisation des prestations d'aspect fini aux frais de l'entrepreneur intéressé défaillant. Les calfeutrements après mise en œuvre des ouvrages traversant sont à charge de l'entrepreneur ayant utilisé la réservation et reconstituent le degré CF, les caractéristiques acoustiques de l'ouvrage traversé et son esthétique, cette dernière en accord avec le Maître d'œuvre.

Chaque entrepreneur exécute et doit les fixations de ses prestations sur les ouvrages d'aspect fini.

Ces fixations sont conçues et réalisées en accord avec l'entrepreneur ayant réalisé la prestation d'aspect fini, lequel fournit et met en œuvre, aux frais de l'entrepreneur ayant des prestations à fixer, les éventuels dispositifs permettant lesdites fixations. Les fixations sont en outre réalisées dans le respect de l'esthétique prévue en accord avec le Maître d'œuvre.

00.6.3.8 Fixations des matériels

La fourniture des accessoires de fixation et de réglage est à la charge de l'entreprise fournissant le matériel à fixer.

Le choix du mode de fixation est déterminé en fonction de la résistance du support. En cas de charge trop importante pour celui-ci, ou si la fixation peut mettre en cause sa stabilité, il doit être prévu soit un report de charge, soit des fixations par boulonnage et plaques de répartition dans le respect de l'aspect fini et sous contrôle du Maître d'Œuvre. Les prestations nécessaires sont à la charge de l'entrepreneur fournissant le matériel à fixer.

Fixation par cheville :

Les fixations par chevilles, vissage ou boulonnage, sont entièrement à la charge de l'entrepreneur concerné et sous son entière responsabilité, en particulier pour ce qui concerne les dégradations qui seraient faites à cette occasion (éclatement, détériorations des matériaux noyés dans le béton ou la maçonnerie, déformation du support, etc.).

Fixation par scellement :

Les pattes de scellement sont fournies façonnées, réglées et scellées de façon à assurer une fixation correcte.

Sauf prescription particulière du CCTP, les scellements sont à la charge de l'entrepreneur du lot concerné. Par suite, chaque corps d'état doit exécuter ses propres scellements, dans toute nature de matériaux.

Si le maître d'œuvre estime les scellements (dans le béton armé en particulier) mal exécutés, il pourra charger le maçon des travaux de reprise, sans autre formalité, aux frais du corps d'état intéressé.

Dans le cas de certains revêtements spéciaux, le scellement doit être en retrait pour permettre le raccord effectué par l'entreprise spécialiste.

00.6.3.9 Tolérances Dimensionnelles

Les corps d'état demandeurs s'attacheront à définir avec le maximum de précision les dimensions des trous pour scellements, des réservations et des percements qui leur sont nécessaires.

La tolérance maximale de trous, réservations et percements est définie ci-dessous :

- Périmètre enveloppe des ouvrages à sceller ou à calfeutrer :

Il est obtenu en traçant des parallèles aux côtés de la réservation et tangentes aux éléments à sceller ou à calfeutrer.

- Intervalles moyens : Distance moyenne entre les côtés de la réservation et les côtés du périmètre enveloppe. Les valeurs maximales de cet intervalle sont indiquées ci-dessous :

Scellement : $c = 0,07$ m

Calfeutrement des cadres, bâtis : $c = 0,05$ m

Calfeutrement des réseaux : $c = 0,20$ m

Dans le cas où ces valeurs maximales seraient dépassées, le supplément de travaux résultant de ces dépassements serait imputé à l'entreprise ou aux entreprises ayant donné des dimensions excédentaires pour les trous et réservations, à partir d'un dossier de repérage des réservations, de comparaison de la demande avec celle réellement nécessaire et d'imputation en résultant établi par le corps d'état lésé.

00.6.3.10 Réception des supports - tolérance d'exécution

Au titre du C.C.T.P., peuvent être précisés les états de surface (en référence aux DTU notamment) et les niveaux d'arase des supports établis par tel lot pour l'exécution des prestations de tel lot. Ces renseignements sont indicatifs et ne sont opposables ni à la Maîtrise d'ouvrage, ni à la Maîtrise d'œuvre. Il importe pour chaque entrepreneur de préciser, puis de s'assurer, au titre de la coordination générale de chantier et en préalable à l'exécution des travaux, de la compatibilité des supports, tant en état de surface qu'en arase, eu égard aux prestations que ces supports doivent recevoir.

Les tolérances d'exécution, définies par les règles de l'art ou mentionnées dans les documents techniques, ou le devis descriptif de chaque lot, concernent l'aspect final de l'ouvrage exécuté par le lot considéré. Les sujétions entraînées par la différence des valeurs de tolérance entre deux corps d'état sont à la charge de l'entrepreneur intervenant en second dans l'ordre chronologique d'exécution des travaux.

En conséquence, il appartient à chaque entrepreneur concerné de se préoccuper de la valeur des tolérances d'exécution imposées pour les ouvrages sur lesquels il intervient, et de prendre à sa charge les travaux inhérents à la différence des valeurs de tolérance.

Si un ouvrage exécuté sort des tolérances imposées, le Maître d'Œuvre se réserve le droit, soit de faire reprendre par l'entrepreneur incriminé, soit de faire supporter à celui-ci les frais supplémentaires que cette mauvaise exécution entraîne pour les autres entreprises.

00.6.3.11 Normes handicapés

L'ensemble des matériaux, produits et ouvrages mis en œuvre et modes de constructions réalisées, devront être conformes aux normes pour handicapés en vigueur (à la date du dépôt du Permis de Construire), et notamment à l'Arrêté du 30 novembre 2007 modifiant l'arrêté du 1er août 2006 fixant les conditions prises pour l'application des articles R 111-18 à R 111-18-7 du Code de la Construction et de l'Habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction.

Il est de plus précisé à l'entrepreneur que le maître d'ouvrage fera établir par un contrôleur technique, à l'issue des travaux, une attestation constatant que les travaux réalisés respectent parfaitement les règles d'accessibilité aux personnes handicapées. Les travaux de reprise, réfection ou modification d'ouvrages qui pourraient s'avérer nécessaires pour lever toute non-conformité relevée au cours de ce contrôle seront à la charge exclusive des entrepreneurs concernés.

00.6.3.12 Traitement des zones végétalisées futures

Durant les travaux, aucun dépôt ou stockage de matériaux ne devra être réalisé au pied des arbres (terre, sable, pierres, gravats, sacs de ciment, etc.).

Les produits chimiques (ex : herbicides), toxiques ou les hydrocarbures sont strictement interdits.

À la fin du chantier, les sols situés dans le périmètre de protection des arbres devront être remis en état. En particulier, les zones compactées pendant l'exécution du chantier et ce malgré la mise en place de mesures protection.

Le feu provoque un échauffement des tissus vivant situés sous l'écorce et peut induire leur mort. Il en résulte le décollement de l'écorce et la mise à nu des tissus de soutien de l'arbre et leur probable infestation par des agents destructeurs du bois. C'est pour ces raisons que le feu est rigoureusement interdit sur les chantiers.

00.7 ENVIRONNEMENT DURABLE / PERFORMANCES TECHNIQUES

00.7.1 CHANTIER PROPRE

L'ensemble du projet sera réalisé selon les préconisations et selon les pénalités indiquées dans la charte du chantier propre joint au présent dossier.

00.7.2 OBJECTIFS THERMIQUE RT 2012

Bâtiments 4 et 5 :

Pour cette opération les bâtiments devront être conforme à la réglementation RT2012.

Pour cela les objectifs suivant sont à atteindre:

- Bbio ? Bbio max
- Cep ? Cep max
- Tic ? Tic réf

En complément de ces objectifs, certaines exigences de moyens sont requises:

- Pont thermique de planchers intermédiaires : $L9 \leq 0,60 \text{ W/ml.K.}$
- Pont thermique moyen ? $0,28 \text{ W/m}^2\text{SHONRT.K.}$
- La perméabilité à l'air des bâtiments sera de : $1.0\text{m}^3/\text{h.m}^2$
- Surface de baies mesurées en tableau : Ratio de 1m^2 pour 6m^2 de SHAB du bâtiment.
- Ouverture des baies (hors locaux à occupation passagère) ? 30% de la surface des baies.
- Comptage d'énergie par logement (mesure ou estimation des consommations) en kWh/mois sur le chauffage, l'ECS, la ventilation et le réseau de prises électriques.

Le présent programme consiste à réaliser un ensemble de bâtiments avec l'objectif d'atteindre un niveau de performance d'étanchéité à l'air pour le respect de la RT 2012.

Par ailleurs, pour respecter les objectifs, la perméabilité à l'air du bâtiment doit être mesurée in situ (1 ou plusieurs mesures).

Les mesures seront réalisées, par une société choisie par le Maître d'Ouvrage, les honoraires et frais étant à sa charge compris tous les tests d'étanchéité visant à respecter les objectifs RT2012.

L'entreprise se doit d'intégrer dans son marché de base toutes les sujétions nécessaires respectant les objectifs RT 2012.

En effet, une bonne imperméabilité à l'air de l'enveloppe du bâtiment passe par une bonne compréhension des enjeux. C'est la qualité du travail de chaque entreprise qui sera garante de l'obtention des résultats exigés.

C'est la raison pour laquelle il est fait une description ci-après des sensibilisations et des prestations qui seront à effectuer au cours du chantier pour assurer l'étanchéité à l'air de l'immeuble, et qui comprennent :

- La sensibilisation des entreprises,
- L'accompagnement en période de préparation de chantier,
- La mesure en cours de chantier une fois le clos couvert terminé ; recherche de fuites,
- Le contrôle final de l'étanchéité à l'air.

Les entreprises auront collectivement et individuellement une obligation de résultat.

00.7.3 CERTIFICATION NF HABITAT

Sans objet

00.7.4 ACOUSTIQUE

Sans Objet

00.8 PREPARATION ET ORGANISATION DE CHANTIER

00.8.1 Ouverture de la période préparatoire

Dès leur désignation par le maître de l'ouvrage, les entrepreneurs titulaires de chacun des lots de travaux sont tenus de répondre aux convocations du maître d'œuvre dans le cadre de la période de préparation. Les réunions préliminaires nécessaires peuvent indifféremment se tenir chez le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre ou sur le chantier.

00.8.2 Dossiers D.O.E. ET D.I.U.O

Les entrepreneurs devront fournir au Maître d'Œuvre, toutes les pièces écrites ou dessinées ainsi que les garanties diverses qui lui seraient demandées, afin de constituer le Dossier des Ouvrages Exécutés (D.O.E.) et le Dossier des Interventions Ultérieures sur Ouvrages (D.I.U.O).

Tous les documents seront remis en 3 exemplaires avec le cachet de l'entreprise.

Les plans devront porter la mention "récolement ou D.O.E."

Fournis en 3 exemplaires : 1 reproductible et 2 tirages

Le dossier de récolement

Ce dossier comprend l'ensemble du dossier d'exécution de l'entrepreneur : notes de calcul, schémas généraux et de détails, schémas fonctionnels, schémas électriques, etc...

L'ensemble de ces documents porte de manière explicite la mention " Document conforme à l'exécution" dans le cartouche.

Le dossier des matériaux et essais, comprenant :

- Les fiches techniques des matériaux et matériels.
- Leurs PV de toute nature (classements au feu, PV CF, certificats matière, etc...).
- Les procédures d'agrément particulières (ATEX,...).
- Les certificats d'essais réglementaires éventuels (Coprec, Consuel, analyse d'eau, etc...).
- Les certificats de qualité de mise en œuvre éventuels.
- Les fiches d'essais internes ou externes de toute nature, fiches d'autocontrôle.
- Les rapports de formation des utilisateurs éventuels.

Le dossier maintenance

Ce dossier comprend les notices de fonctionnement et les prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipements mis en œuvre (en langue française).

PRESENTATION DU DOE

Avant toute diffusion, le sommaire détaillé de l'ensemble du dossier DOE sera diffusé pour visa à la Maîtrise d'œuvre.

Chaque dossier sera présenté sous la forme de classeur comprenant :

- Le cartouche de l'affaire collé sur le classeur.
- La liste des pièces contenues dans ce classeur avec le sommaire général et le sommaire détaillé du classeur.
- Sur la tranche du classeur ou de la chemise :
 - Le numéro d'ordre du classeur.
 - Le bâtiment et la zone concernée.
 - Le libellé du contenu.

Le numéro et le nom du lot concerné.

Tous les rouleaux de calques sont entourés par la liste des calques du rouleau. Tout support informatique sera accompagné par son sommaire détaillé mettant en relation le nom de fichier et le libellé en clair du cartouche.

Tous les cartons ou envois sont accompagnés de la partie de la liste approuvée correspondant au contenu, accessible de l'extérieur du carton.

Le dossier en un exemplaire est remis en mains propres au représentant de la Maîtrise d'œuvre ou de l'OPC désigné à cet effet. Tout dossier mal présenté sera refoulé sur le champ.

Après visa du dossier témoin et rectifications éventuelles, le dossier final incluant les reproductibles physiques et informatiques sera diffusé dans le nombre d'exemplaires spécifié dans le Marché.

- Les sommaires généraux et détaillés seront regroupés dans un classeur blanc.

- Le dossier de récolement sera regroupé dans des classeurs rouges, par ensembles cohérents (plans de zones, détails, schémas, etc.).

- Le dossier des matériaux et essais sera regroupé dans des classeurs bleus.

- Le dossier de maintenance sera regroupé dans des classeurs verts.

Nota : Les dossiers des D.I.U.O. et d'identité du SSI sont définis et gérés respectivement par le coordonnateur SPS et le coordonnateur SSI. Ils seront constitués sous les mêmes formes que le dossier DOE et regroupés dans des classeurs respectivement de couleur jaune (DIUO) et noire (SSI).

00.8.3 Installation de chantier

Les dispositions suivantes seront applicables :

Approvisionnement : les entreprises devront approvisionner leurs matériaux au fur et à mesure. Dans le cas où l'entreprise souhaiterait faire un stockage sur place, elle aura la charge de clôturer ses installations, d'afficher les panneaux réglementaires, de faire les demandes d'autorisation de voiries.

Déchets : Ceux-ci seront évacués tous les jours par chaque entreprise vers la décharge publique. Aucun stockage de déchets n'est à prévoir sur place.

Téléphone : Un téléphone portable sera fourni à chaque équipe par chaque entreprise.

00.8.4 Protection pour la Santé et la Sécurité

Chaque entrepreneur doit prendre connaissance de ses obligations dans le "Plan Général de Coordination" en matière de sécurité et de protection de la santé joint au présent dossier d'appel d'offres. Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé est un document issu de la Loi 1418 du 31.12.1993.

Il s'agit d'un document qui définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la suppression de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises (article L 235-6 Code du Travail).

De Plus, seront applicables à l'exécution des présents marchés les lois, autres décrets, circulaires et autres textes officiels ayant trait à la coordination sécurité, connus à la date précisée au CCAP ou, à défaut, celle découlant des clauses du CCAG.

L'entrepreneur sera contractuellement tenu de prendre toutes dispositions qui s'imposent et de répondre à toutes les demandes du coordinateur concernant l'intégration de la sécurité et l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers.

L'entrepreneur devra impérativement faire ressortir en début de son devis un poste correspondant au coût engendré par l'application des mesures S.P.S.

00.8.5 Contraintes liées à l'environnement des travaux

Les coupures de réseaux en service seront effectuées en dehors des heures normales de fonctionnement et soumis à l'accord préalable du Maître d'Ouvrage.

La méthodologie de réalisation des travaux devra toujours être choisie de manière à générer le moins possible de nuisances sonores et de poussières. Le Maître d'œuvre pourra imposer une méthodologie s'il juge que celle proposée par l'entreprise ne respecte pas cette contrainte. L'ensemble de ces mesures n'entraînera pas de compensation financière vis-à-vis des entreprises concernées.

Les voiries devront en permanence être préservées de toutes dégradations éventuelles liées aux engins de chantier. Les entreprises devront nettoyer leurs véhicules avant de circuler sur ces voiries. Elles devront reprendre intégralement et à leur frais tous les désordres qu'elles auront générés.

Les livraisons et stockage de matériaux de chantier devront se faire dans les zones affectées à cet effet et ne pas former obstacle à la circulation du site.

00.8.6 État des lieux

Se rendre sur les lieux pour apprécier et évaluer les accès, les difficultés d'exécution et l'importance des ouvrages à réaliser.

Prendre les dispositions pour ne pas abîmer ou détériorer les ouvrages environnants conservés, en mettant en œuvre les protections nécessaires.

Effectuer un état des lieux préalable à l'intervention, avec le Maître d'ouvrage, tant pour les locaux d'intervention, que les accès et voiries.

Tous les ouvrages non concernés par les travaux qui auraient été endommagés ou salis, doivent être remis en état et nettoyés après achèvement des démolitions.

L'entreprise sera réputée avoir appréciée l'ensemble des travaux à réaliser et inclus dans son offre toutes les sujétions d'exécution.

00.8.7 Rendez-vous de Chantier

Les rendez-vous de chantier seront hebdomadaires, à l'heure et au lieu fixé par le Maître d'œuvre. Les entreprises convoquées sont tenues de s'y présenter ou de s'y faire représenter par une personne informée de l'avancement du chantier et par une personne pouvant prendre en son nom toute décision utile. Les absences non justifiées seront sanctionnées d'une amende, suivant prescription du C.C.A.P.

00.8.8 Nettoyage

00.8.8.1 Remise en état des lieux

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravois et décombres devront être enlevés en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état. L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au maître de l'ouvrage, au plus tard :

- Le jour de la réception des travaux.

Cette remise en état des lieux se fera dans les conditions suivantes :

- Chaque entrepreneur enlèvera ses propres installations et matériels et matériaux en excédent et remettra les emplacements correspondants en état à ses frais.

- L'entrepreneur de gros œuvre aura, en plus, à enlever, à ses frais, tous les ouvrages provisoires et installations réalisés par ses soins en début de chantier.

- Cet entrepreneur aura également à enlever toutes les installations de chantier communes, bureaux de chantier, etc ., réalisés par ses soins en début de chantier.

Il est, d'autre part, stipulé que, tant que les installations de chantier établies sur l'emplacement mis à la disposition des entrepreneurs ne seront pas démontées et les lieux remis en état, les entrepreneurs resteront seuls responsables de tous les dommages causés aux tiers sur le chantier.

00.8.9 Nettoyage - gestion des déchets

NETTOYAGE

Chaque entrepreneur intervenant sur le chantier devra toujours, immédiatement après exécution de ses travaux, procéder à l'enlèvement des gravois de ses travaux vers la décharge et au balayage des locaux. Le chantier (intérieur et extérieur) devra toujours être maintenu en parfait état de propreté - prévoir 1 nettoyage par semaine au minimum.

00.9 LIMITES DE PRESTATIONS

En cas de contradiction entre deux chapitres, la disposition la plus contraignante sera à prendre en compte par le présent lot.

00.9.1 GROS-OEUVRE / FLOCAGE

A LA CHARGE DU PRESENT LOT

Réalisation de l'ensemble des prestations décrites au LOT GROS-OEUVRE.

- Réalisation de l'ensemble des installations de chantier (aire pour bungalow, branchements, clôture de chantier, ...).

- Réception des plates formes, et empiérement d'égalisation des eaux pour la gestion des sous-pression

- Réseaux extérieurs depuis regards en façade des bâtiments jusqu'en raccordement sur réseau urbain (EU/EV et EP, compris gestion des débits de sorties).

- Réseaux Chauffage, AEP, ELEC, TELECOM ... depuis attente en limite parcellaire, jusqu'en raccordement.

- Fourniture et pose de l'ensemble des chambres de tirages et citerneau d'eau.

- Plans de réseaux sous dallage.

- L'ensemble des réseaux sous dallage

- Synthèse des réservations.

- Réservations et saignées y compris renforts de chevêtre nécessaires en fonction des charges induites ou de la configuration des lieux.

- Percement pour passage de réseau de section jusqu' à 20x20cm (les percements supérieurs seront à la charge des lots les demandant).

- Modifications requises en cas de non respect des plans.

- Terrassements complémentaires pour la réalisation des différentes fondations sur l'emprise des bâtiments, compris regard pour avaloirs, caniveaux de sol...

- Mise en place des fourreaux dans les poutres pour passage des canalisations diverses.

- Réalisation de la fosse ascenseur, compris cuvelage.

- Empochement pour charpente bois

- Réservations pour zones recevant une chape et pour encastrement des bacs à douche ne se trouvant pas dans une emprise traitée avec une chape.

- Bouchement des trémies en plancher dans les gaines palières et des logements.

- Réalisation de surfacage et de forme de pente ou non, pour les toitures terrasses et locaux recevant un sol souple et/ou une peinture.

- Réalisation de ragréage pour l'ensemble des parois recevant une peinture int/ext (pour les façades lasurées aucun ragréage ne sera toléré, finition parfaite des bétons).

A la charge du lot ETANCHEITE

- Vérifier les hauteurs des différents relevés et communiquer les besoins

- Réception contradictoire des supports.

A la charge du lot MENUISERIES EXTERIEURES & METALLERIE

- Fourniture des plans de réservations des différents menuiseries, grilles

- Système de fixations compatible

A la charge du lot CHAUFFAGE - VENTILATION - DESENFUMAGE - PLOMBERIE SANITAIRES

- Réalisation de l'ensemble des réseaux aériens, et de l'ensemble des réseaux à l'intérieur des logements.

- Passage des canalisations dans les réservations du GO.

- Passage des câbles dans les fourreaux du lot GO dans le cas de réseaux enterrés.

- Passage des canalisations AEP et Chauffage dans tranchées réalisées par le lot.

A la charge des lots REVETEMENTS DE SOLS - FAIENCE

- Ragréage de l'ensemble des sols destinés à recevoir un sol posé directement sur plancher béton.

- Réception contradictoire des supports.

A la charge des lots PEINTURE EXTERIEURE et PEINTURE INTERIEURE

- Réception contradictoire des supports.

- Réalisation des prestations de finitions

00.9.2 CHARPENTE BOIS

A LA CHARGE DU PRESENT LOT :

- La réalisation de l'ensemble des prestations décrites au lot CHARPENTE.
- Démarches administratives à faire obligatoirement au préalable afin d'obtenir toutes les autorisations réglementaires d'occupation du domaine public, auprès des administrations compétentes, ainsi que les accords des propriétaires riverains pour occupation temporaire de leur terrain.
- L'entrepreneur chargé du présent lot doit, sans exception aucune, tous les ouvrages nécessaires à l'exécution de ses installations suivant les règles de l'art et en conformité avec les règlements en vigueur.
- Transmission des charges au lot Gros-Oeuvre
- Le présent lot devra l'ensemble du chevonnage pour les ouvrages du lot BARDAGE & COUVERTURE ARDOISES ET ALUMINIUM.
- Les supports chéneaux, faux solivage ...
- L'ensemble des chevêtre et des renforcement de Charpente, suivant traversées définies par les lots Fluides.
- A sa charge les études structures et communiquer avec le lot gros oeuvre.

A la charge du lot GROS-OEUVRE

Réception des supports.

Réalisation de renfort de structure suivant besoins.

La prise en compte des descentes de charges.

A la charge du lot BARDAGE & COUVERTURE ARDOISES ET ALUMINIUM

Définir et communiquer ses besoins au lot Charpente.

A la charge du lot ELECTRICITE

Précisions en complément des prestations décrites au CCTP de ce lot.

Communiquer les différents besoins de sortie pour les câbles.

A la charge du lot PLOMBERIE

Communiquer les besoins pour les passages de gaines dans la charpente.

00.9.3 BARDAGE & COUVERTURE ARDOISES ET ALUMINIUM

A LA CHARGE DU PRESENT LOT :

- La réalisation de l'ensemble des prestations décrites au présent lot.
- Fourniture et pose de la volige en couverture sur ossature réalisée par le lot charpente bois.
- Fourniture et la pose de la volige + tasseaux en bardage pour le bardage sur voiles béton.
- Les châssis de toit
- Concertation indispensable avec les titulaires des lots techniques pour les renforts de structure, positions et dimensions des trémies de sorties de toiture (appareils de chauffage, de ventilation, d'électricité).

A la charge du lot CHARPENTE

- Le réalisation de la structure porteuse sera à la charge du présent lot.

A la charge du lot CHAUFFAGE / VENTILATION / PLOMBERIE SANITAIRES

Précisions en complément des prestations décrites au CCTP de ce lot.

Communiquer les différents besoins de sortie pour les câbles.

A la charge du lot ELECTRICITE

Précisions en complément des prestations décrites au CCTP de ce lot.

Communiquer les différents besoins de sortie pour les câbles.

00.9.4 PEINTURE EXTERIEURE / RAVALEMENT / ITE

A LA CHARGE DU PRESENT LOT

Réalisation de l'ensemble des prestations décrites

- Réception des supports dans les temps impartis.
 - La mise en place des protections des façades et espaces extérieurs.
 - Échafaudage
 - Coordination avec l'ensemble des lots ayant besoin de réservations avant la réalisation des peintures extérieures et ravalement.
 - Réalisation de différents échantillons et de différentes teintes.
 - Réalisation de l'ensemble des finitions des façades et murets de clôture.
- A la charge du lot GROS-OEUVRE
- Façades laissées brute pour réalisation d'une lasure.
 - Réalisation des matrices.

00.9.5 ETANCHEITE

A LA CHARGE DU PRESENT LOT :

Réalisation de l'ensemble des prestations décrites au lot ETANCHEITE.

- La réception des supports du lot GROS-OEUVRE.
 - Tous les accessoires permettant une parfaite étanchéité sur l'ensemble des zones concernées.
 - L'étancheur devra toutes les sorties positionnées dans ses ouvrages d'étanchéité et représentées sur les plans des lots fluides.
 - Concertation indispensable avec les titulaires des lots fluides pour les renforts de structure, positions et dimensions des trémies de sorties de toiture (appareils de chauffage, de ventilation, d'électricité).
 - L'étancheur devra tous les relevés, costières, bandes plombées et bandes d'étanchéité assurant l'étanchéité périmétrique autour de ces sorties, ainsi que les chapeaux de toiture adaptés au droit de chaque sortie, et tous autres accessoires de finitions assurant l'étanchéité de ses ouvrages.
 - Le présent lot devra toutes les naissances, moignons et les trop-pleins (compris gestion des débits pour certaines toitures) pour évacuation des EP en tête des boîtes à eau, et les trop pleins (les descentes passant en intérieur seront au lot Plomberie).
 - Les cheminements techniques en toitures.
 - Les L béton en séparatif des protections
 - L'entrepreneur chargé du présent lot doit, sans exception aucune, tous les ouvrages nécessaires à l'exécution de ses installations suivant les règles de l'art et en conformité avec les règlements en vigueur.
 - Coordination avec le lot GROS-OEUVRE pour toutes les réservations, attentes EP, position des ventilations primaires EU-EV, et autres fourreaux encastrés dans les ouvrages, qui lui seraient nécessaires .
- A la charge du lot GROS-OEUVRE
- Concertation obligatoire pour les dimensionnements des hauteurs de maçonneries, arases des acrotères et autres supports.
 - Surfaçage et forme de pente pour l'ensemble des toitures terrasses en coordination avec le lot ETANCHEITÉ.

A la charge du lot CHAUFFAGE - VENTILATION - DESENFUMAGE - PLOMBERIE SANITAIRES

- Les différentes sorties VP et ventilations.
- Les descentes EP intérieures.

A la charge du lot ELECTRICITE - COURANTS FORTS / COURANTS FAIBLES

- Communiquer les différents besoins de sortie pour les câbles.

A la charge du lot AMENAGEMENT PAYSAGES

- Le traitement de la protection végétalisée de la toiture multi protection et jardin, compris structure drainant

00.9.6 METALLERIE - SERRURERIE

A CHARGE DU PRESENT LOT

Réalisation de l'ensemble des prestations décrites au présent lot.

- L'entrepreneur chargé du présent lot doit, sans exception aucune, tous les percements secondaires, saignées, scellements, raccords, et en général, tous les ouvrages nécessaires à l'exécution de ses installations suivant les règles de l'art et en conformité avec les règlements en vigueur.
- L'entrepreneur devra comprendre toutes les garnitures, équerres et pièces accessoires de scellement sur les encadrements du Gros Œuvre, fond de joint et jointoiment d'étanchéité périmétrique.
- Présentation d'un croquis de réservations et d'exécution à l'architecte, pour approbation, avant toute mise en fabrication.
- Raccordement sur alimentation laissée en attente par l'électricien.
- Pose des ventouse électromagnétique des portes équipées, compris raccordement sur attentes laissées par le lot ELECTRICITÉ.
- Fourniture et pose de l'ensemble des grilles de ventilation. Coordination avec le GROS-OEUVRE pour les fixations.
- La fourniture des bois pour les remplissages des garde corps, pare-vues et structure à barreaudage, compris phototype et essais au sac.
- Organigramme, selon indication du lot MENUISERIE INTÉRIEURE.
- Les habillages métalliques.
- Les réservations et percements de dimensions supérieures à 20x20 cm).

A la charge du lot GROS-OEUVRE

- Toutes les réservations, percements, scellements, dans les ouvrages béton, seront à la charge du lot GROS-OEUVRE en concertation avec le présent lot.
- Les percements en élévations réalisées par le présent lot, les scellements après pose en toutes élévations du présent lot y compris en béton sont à la charge du présent lot (jusqu'à 20x20 cm).
- L'entrepreneur devra procéder avant son intervention à une vérification des réservations demandées à l'entreprise de maçonnerie.
- Le présent lot devra en temps opportun, indiquer sur plan à l'entreprise de maçonnerie l'emplacement, avec leur section, des trous et passages ou autres qui lui seraient nécessaires.

A la charge du lot ELECTRICITE COURANTS FORTS & COURANTS FAIBLES

- Communiquer les besoins électriques pour alimentation laissée en attente à proximité des portes sur ventouses.
- Le raccordement du portail automatique d'accès véhicule du stationnement couvert en RDC.

00.9.7 MENUISERIES EXTERIEURES ALU

A CHARGE DU PRESENT LOT

Réalisation de l'ensemble des prestations décrites au présent lot.

- L'entrepreneur devra comprendre toutes les garnitures, équerres et pièces accessoires de scellement sur les encadrements du lot Gros-Oeuvre, fond de joint et jointolement d'étanchéité périmétrique.
- La fourniture des précadres selon nécessité afin de répondre aux exigences acoustiques.
- La fourniture et pose des appuis et seuil métallique
- REMARQUE : les ensembles menuisés (sauf certains selon précisions portées au présent CCTP) seront livrés MONOBLOCS
- Fixation assurée au moyen de pattes galvanisées, vis, rondelles et chevilles en adéquation avec le support. Nombre et répartition conforme au D.T.U. 37.1.
- Présentation d'un croquis de réservations et d'exécution à l'architecte, pour approbation, avant toute mise en fabrication.
- Finition des joints périmétriques en raccord avec les doublages, plafonds... avec des joints acryliques.
- Baguette en habillage seuil selon indication apportée au CCTP
- L'entrepreneur chargé du présent lot doit, sans exception aucune, tous les percements secondaires, saignées, scellements, raccords, et en général, tous les ouvrages nécessaires à l'exécution de ses installations suivant les règles de l'art et en conformité avec les règlements en vigueur.
- La fourniture et la mise en œuvre des bavettes en aluminium permettant d'assurer la protection de la tête des relevés d'étanchéité au droit des seuils.
- L'habillage au-dessus des coffres de VR et au niveau des seuil selon hauteur indiqué en CCTP
- Les raccordements électriques des moteurs et commandes sur attente laissée par le lot Électricité.
- Organigramme, selon indication du lot menuiserie intérieure.

A la charge du lot GROS OEUVRE

- A charge du lot GROS-OEUVRE, la livraison de l'ensemble des linteaux, seuils et jambages situées dans ses ouvrages bétons ou maçonnes, aux cotes qui seront indiquées par le présent lot.
- Les bandes de dressement ou calfeutrement selon dispositions demandées préalablement par le menuisier.
- Le présent lot devra en temps opportun, indiquer sur plan à l'entreprise de maçonnerie l'emplacement, avec leur section, des trous et passages ou autres qui lui seraient nécessaires.

A la charge du lot CLOISONS - DOUBLAGES - PLAFONDS

- Communiquer les Ep des dormants pour compatibilité avec les épaisseurs de doublages

A la charge du lot CHAUFFAGE - VENTILATION - DESENFUMAGE - PLOMBERIE SANITAIRE

- La pose des grilles d'entrée d'air frais en partie haute dans les coffres de VR. Les mortaises seront dues par le lot menuiserie extérieure suivant les indications du chauffagiste.

A la charge du lot ELECTRICITE - COURANTS FORTS / COURANTS FAIBLES

- Les alimentations électriques pour les moteurs, laissées à cotés des menuiseries équipées des volets roulants électriques.

00.9.8 MENUISERIES INTERIEURES

A LA CHARGE DU PRESENT LOT :

Réalisation de l'ensemble des prestations décrites au présent lot.

- Fourniture des huisseries pour les portes se trouvant en voile béton.
- Fournitures des huisseries pour les portes se trouvant dans les cloisons en plaque de plâtre.
- Synthèse des épaisseurs des huisseries avec les lots concernés.
- Organigramme pour ses propres portes et transmission aux lots Métallerie et Menuiseries Extérieures, pour assurer la compatibilité.
- Mobiliers décrits au CCTP
- Les différents placards et aménagements

- L'entrepreneur devra comprendre toutes les équerres et pièces accessoires de scellement sur les encadrements du maçon, avec masticage et jointolement d'étanchéité périmétrique.
- Le détalonnage des portes intérieures des logements pour satisfaire le transit d'air VMC (2cm pour les portes des cuisines, 1 cm pour les autres portes).

A la charge du lot CLOISONS - DOUBLAGES - PLAFONDS

- Les bloc-portes intérieurs placés dans les cloisonnements placo seront mis en place par le plaquiste sur fourniture du menuisier.
- Les huisseries et bâtis devront prendre en compte les épaisseurs des isolations pour livraison de tapées d'isolation adaptées. Concertation et coordination préalable entre les intervenants pour définition des limites de prestations et planification d'intervention .

A la charge du lot LOT PEINTURE INTERIEUR

- Les Travaux préparatoires + peintures de finitions sur les bois apparents intérieurs et autres faces de portes prépeintes .

A la charge du lot LOT ÉLECTRICITE - COURANTS FORTS / COURANTS FAIBLES

- Les portes des placards ETEL

00.9.9 DOUBLAGE - CLOISON - FAUX-PLAFOND

A LA CHARGE DU PRESENT LOT :

Réalisation de l'ensemble des prestations décrites au présent lot.

- Les cloisons de distribution et de doublage.
- Les différentes reprises et finitions après le passage des différents corps d'état.
- L'implantation des cloisons avant la pose des bâtis, des huisseries, etc.. ainsi que la pose de ceux-ci et il devra également l'encastrement des fourreaux de l'électricien.
- Traitement des chants de doublage et de cloisons isolées.
- L'habillage au-dessus des coffres de VR si l'espace entre l'arase supérieure du coffre et le plafond est supérieure à 5cmHt
- Toutes les cloisons seront implantées par le présent lot
- La pose des cadres bois installés dans les gaines techniques (pour trappes de visite), sur fourniture du menuisier.
- Pour les autres bloc-portes et autres menuiseries extérieures, l'entreprise devra également vérifier l'aplomb des menuiseries avant de procéder au montage de ces cloisons. Il sera tenu pour responsable, par moitié avec le MENUISIER, dans le cas où la dépose s'avérerait indispensable.
- L'entrepreneur du présent lot devra le scellement et la pose dans ses cloisons de tous les fourreaux fournis par les autres corps d'état.
- Au cas où des réservations seraient indispensables, l'entrepreneur fera les reprises et raccordements nécessaires après pose des canalisations et fourreaux en évitant toutes les dénivellations, déformations, etc...
- Tous les raccords et calfeutrement au plâtre, nécessaires après le passage des autres corps d'état pour obtenir une finition parfaite des supports à livrer au peintre sont à compter à ce lot.
- Les fourrures de renfort pour les différents besoins de fixations des équipements sanitaires.
- Toutes imperfections qu'elles concernent les matériaux (équerrage, planitude, aspect) hormis les tolérances d'usage, ou de leur mise en œuvre (planimétrie, verticalité, etc...) entraînera automatiquement la démolition et la réfection des ouvrages ou parties d'ouvrages, aux frais de l'entrepreneur.
- Au cas où ces raccords s'avéreraient trop importants, ils seraient exécutés par le présent lot aux frais de l'entrepreneur reconnu responsable.
- Les différents habillages des gaines et réseaux selon indications des plans.
- L'habillage au-dessus des coffres de VR selon hauteur indiqué en CCTP
- La réalisation des gaines de désenfumages et pose des cadre fournis par le lot Ventilation

Avec le lot MENUISERIES INTERIEURES

- Fourniture des blocs portes pour implantation.

A la charge du lot ELECTRICITE - COURANTS FORTS / COURANTS FAIBLES

- Avant d'entreprendre ses travaux, le présent lot devra s'assurer auprès des entreprises d'électricité que toutes les canalisations, tubes fourreaux et gaines scellés dans les murs et sols, sont en place définitive.

A la charge du lot CHAUFFAGE - VENTILATION - DESENFUMAGE - PLOMBERIE SANITAIRE

- Avant d'entreprendre ses travaux, le présent lot devra s'assurer auprès des entreprises de plomberie, chauffage, ventilation que toutes les canalisations, tubes fourreaux et gaines scellés dans les murs et sols, sont en place définitive.
- La fourniture des pré cadre pour les châssis de désenfumage.

00.9.10 REVETEMENTS DE SOLS - FAÏENCE

A LA CHARGE DU PRESENT LOT :

Réalisation de l'ensemble des prestations décrites au présent lot.

- La réception des chapes
- Les différentes finitions des sols
- Les faïences pour lot concerné, compris traitement d'étanchéité

Avec le LOT GROS OEUVRE

- La concertation pour communiquer les différentes réservation

A la charge du lot CHAUFFAGE - VENTILATION - DESENFUMAGE - PLOMBERIE SANITAIRE

- Avant d'entreprendre ses travaux, le présent lot devra s'assurer auprès des entreprises de plomberie, chauffage, ventilation que toutes les canalisations, tubes fourreaux et gaines scellés dans les murs et sols, sont en place définitive.

00.9.11 PEINTURE INTERIEURE / NETTOYAGE DE MISE EN SERVICE

A LA CHARGE DU PRESENT LOT :

Réalisation de l'ensemble des prestations décrites au présent lot.

- Réception de l'ensemble des supports devant être peint.
- La réalisation de l'ensemble des joints d'appareils sanitaires après mise en place des faïences.

Avec le LOT GROS OEUVRE, MENUISERIES INTERIEURES, CLOISONS - DOUBLAGES - PLAFONDS

- La réception des support, et la concertation avant réalisation des supports des différents finitions attendues

00.9.12 ASCENSEURS

A LA CHARGE DU PRESENT LOT :

Réalisation de l'ensemble des prestations décrites au présent lot.

- La gaine est livrée bétonnée à l'ascensoriste, toutes les prestations dans la gaine sont à sa charge.
 - La gaine est prévue baie béante, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de retours béton. L'ascensoriste doit donc prévoir tous les calfeutremments nécessaire autour des portes palières.
 - Le titulaire du présent lot devra, sur borniers en attente en machinerie :
 - Les informations d'alarme machineries et cabines,
 - Les installations de câblage téléphonique des cabines d'ascenseurs jusqu'en machinerie.
 - Le présent lot devra valider toutes les limites de prestations des différents lots notamment Détection incendie et Courants faibles.
 - La fourniture de tous les matériaux, leur transport, stockage, protection ainsi que la main d'œuvre, le matériel nécessaires à l'exécution des ouvrages.
 - La réalisation des installations suivant le planning établi par le Maître d'œuvre avec les autres corps d'état.
 - L'établissement des plans de réservations et de détail d'exécution ainsi que la définition des besoins en génie civil spécifiques à son matériel dans le cadre des aménagements prévus au présent dossier.
 - Dans le cas où ces renseignements n'auraient pas été communiqués en temps utile, toutes les sujétions de génie civil seront exécutées par l'entreprise de Gros Œuvre au frais de l'entreprise du présent lot.
 - La fourniture et l'installation du tableau de protection électrique (ex DTU 70-1).
 - L'éclairage réglementaire de gaine.
 - Les essais, mises en service et réglages.
 - La fourniture et pose des crochets de manutention en plafond de gaine si nécessaire.
 - Les échelles et crosse de sécurité d'accès à la cuvette.
 - Les grilles en aluminium extérieures pour ventilation haute de la gaine.
 - La fourniture du manuel d'instruction conformément a la Directive Ascenseur 95-16CE.
 - Le nettoyage des ouvrages après intervention avant mise en service.
 - KIT GSM
 - L'éclairage de la gaine d'ascenseur et le raccordement électrique de la machinerie depuis l'attente prévue dans l'emprise de la porte palière du dernier niveau
- A la charge du lot GROS-OEUVRE
- Les travaux de maçonnerie et de génie civil (fosse, gaine, réservations d'appuis de machine en tête de gaine, ventilations).
- A la charge du lot ELECTRICITE - COURANTS FORTS / COURANTS FAIBLES
- L'amenée de courant fort et lumière sur câble pendant en tête de gaine.
 - Les contacts éventuels, sur borniers, des éclairages paliers lorsque la commande de ceux-ci est assurée automatiquement par l'arrivée des ascenseurs aux étages.

00.9.13 ELECTICITE - COURANTS FORTS / FAIBLES

Voir lot ÉLECTRICITE - COURANTS FORTS / COURANTS FAIBLES

00.9.14 PLOMBERIE / VENTILATION / CHAUFFAGE

Voir lot CHAUFFAGE - VENTILATION - DESENFUMAGE - PLOMBERIE SANITAIRE

00.9.15 PLANTATION / AMENAGEMENTS EXTERIEURS

Voir lot AMENAGEMENTS EXTERIEURS.

00.10 NOTA

Les entreprises restent responsables de leurs ouvrages jusqu'à la réception des travaux.
Il appartient donc à chaque entrepreneur de protéger ses propres ouvrages par des moyens efficaces et pérennes.
À défaut, et en cas de dégradations, sa responsabilité pourra être recherchée.
Lors de l'exécution des prestations, chaque entrepreneur devra également veillé à ne pas nuire aux ouvrages adjacents. Il prendra en conséquence les moyens nécessaires et/ou adaptera ses méthodes de travail.